

Invitation du Parti libéral du Québec



Mme Michelle Courchesne
Ministre de l'Emploi et de
la Solidarité sociale

À la suite de nos demandes pour rencontrer et sensibiliser les différents partis politiques au dossier des retraités des secteurs public et parapublic, nous avons reçu une première invitation, celle du Parti libéral du Québec.

Les organisateurs du parti libéral de la circonscription de Saint-Hyacinthe ont invité les membres du conseil d'administration de l'ADR du secteur de Saint-Hyacinthe, auxquels se sont joints les membres du C.A. provincial, à rencontrer la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, madame Michelle Courchesne, le samedi 10 mars 2007.

Nous avons pu exposer les deux principales revendications que nous soutenons pour les retraités de l'État, à savoir la représentation des retraités au conseil d'administration de la CARRA (Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances) et aux comités de retraite avec droit de vote pour tous et le recouvrement de leur pouvoir d'achat.

Depuis 1982, les rentes de retraite des retraités des secteurs public et parapublic ne sont pas indexées pour les premiers 3 % de l'IPC (Indice des prix à la consommation). En conséquence, les retraités s'appauvrissent progressivement de façon inquiétante depuis 25 ans. **«Il est temps de joindre les gestes à la parole puisque des surplus d'au-delà de 10 milliards de dollars se sont accumulés dans le fonds de retraite, venant de la seule part des participants»** lui avons-nous dit.

La loi 27, adoptée en décembre 2006, accorde une seule place aux retraités au conseil d'administration de la CARRA et deux places seulement aux comités de retraite, organismes qui gèrent les avoirs des retraités. Il est primordial que ces représentants soient élus par les retraités concernés. Il faut donc prévoir une structure permettant à tous les retraités, membres ou non membres d'associations, d'exercer leur droit légitime de voter pour leurs représentants.

Nous avons fait part à la ministre, madame Courchesne, d'un mode d'élection allégé, très peu coûteux, tout en étant des plus **démocratiques**.

L'ADR a réclamé avec insistance une table de discussion à laquelle siègeraient le gouvernement et les représentants de toutes les associations de retraités de l'État pour trouver des solutions aux problèmes posés, entre autres, sur la désindexation des rentes de retraite. Nous avons suggéré également que ces travaux soient rendus publics.

Lors de cette rencontre, madame la ministre Courchesne s'est faite rassurante et a dit aux membres de l'ADR d'être optimistes car les dirigeants de son parti ont déjà posé des gestes concrets envers les retraités de l'État et que la volonté du parti libéral est de poursuivre en ce sens.

Nous avons ainsi conclu: **«Les retraités attendent depuis 25 ans, ils veulent une solution dans les plus brefs délais.»**

Aline Couillard
Vice-présidente de l'Association démocratique des retraités (ADR)
13 mars 2007